l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 20
dimanche 21
novembre 1976

No 570

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LE PEUPLE ALBANAIS DE VICTOIRE EN VICTOIRE

C'est avec enthousiasme, que la délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par notre directeur politique Jacques Jurquet, a suivi les travaux du 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie.

Le 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie restera marqué par le riche document que constitue le rapport du camarade Enver Hoxha, application vivante du marxisme-léninisme aux conditions concrètes de l'Albanie socialiste. Ce rapport, qui reflète les grandes victoires de l'édification socialiste en Albanie et trace de brillantes perspectives pour le peuple albanais, met en valeur la fonction historique du Parti marxiste-léniniste. Sur le plan international, ce rapport témoigne de la lutte inflexible du parti et du peuple albanais contre l'impérialisme, et notamment l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, le révisionnisme moderne et toute la réaction mondiale et exprime la pleine solidarité internationaliste du Parti du travail d'Albanie à l'égard de tous les partis et organisations marxistes-léninistes.

Depuis 1971, date de son 6e Congrès, le peuple albanais est allé de victoire en victoire.

– victoire du peuple albanais qui a brisé l'encerclement et le blocus impérialiste et révisionniste

– victoire pour le peuple albanais qui, en cette année du 35e anniversaire de son glorieux parti, comptant principalement sur ses propres forces a produit à Elbasan sa première fonte et son premier acier, a pour la première fois de son histoire produit assez de blé pour nourrir toute la population.

– victoire du peuple albanais qui combat avec succès le bureaucratisme, le libéralisme, l'autoritarisme et le technocratisme et a brisé les complots des ennemis de classe, soutenus par les révisionnistes de Moscou, infiltrés dans les rangs même du parti.

– victoire du peuple albanais qui a des amis dans tous les pays du monde et fait rayonner en Europe le socialisme véritable.

Car la petite Albanie socialiste que Kroutchev prétendait réduire facilement et isoler, est plus que jamais debout, a des amis partout dans les monde alors que l'immense Union soviétique devenue un pays impérialiste connaît des difficultés croissantes et se trouve de plus en plus isolée et dénoncée par les peuples du monde.

Mais pourquoi donc ce petit pays a-t-il tant d'amis, pourquoi tant de lettres d'ouvriers, de paysans, d'organisations populaires er de partis progressistes à l'occasion du 7e Congrès du Parti du Travail d'Albanie ?Pourqoi tant de messages et de délégations de partis marxistes-léninistes ? Parce que non seulement il est l'exemple vivant du socialisme, mais surtout parce que les peuples du monde savent qu'ils ont dans le peuple et le Parti albanais des amis fidèles qui toujours , en toutes circonstences sont à leurs côtés et pratiquent l'internationalisme prolétarien.

Commerce extérieur

CHANTAGE AU DEFICIT !

André Rossi, ministre du commerce extérieur,s'est lamenté sur le déficit de la balance commerciale. D'après les chiffres officiels le commerce extérieur devrait enregistrer en octobre un déficit record.

La grande bourgeoisie s'inquiète de l'importance du déficit énergétique qui atteint déjà 50 milliards de francs alors qu'il a représenté 14 milliards pour l'année 73. Ces lamentations de l'ancien porte-parole du gouvernement ne sont pas sans calcul !

Elles viennent comme par hasard au moment où les pays producteurs exigent la réévaluation du prix du pétrole dévalorisé par l'inflation capitaliste qui renchérit par contre le côut des produits finis qu'ils sont contraints d'acheter. Hors Rossi déclare : «le maintien d'un déficit important paraît surtout signifier que nous n'avons pas encore assimilé le choc pétrolier de 1974». Voudrait-il ainsi essayer de justifier l'opposition de la France aux revendications légitimes de ces pays du Tirs Monde ?

Par ailleurs il se dit fort inquiet des «importations de biens de consommation» qu'il juge trop importantes. Autrement dit ril demande aux travailleurs de moins consommer pour alléger les «difficultés» de la bourgeoisie et les prépare à une diminution encore plus importante du pouvoir d'achat en cas de nouvelle hausse des produits pétroliers. Mais cette mystification est vouée à l'échec. Les larmes de crocodiles des capitalistes ne changeront rien à la volonté de lutte des travailleurs !

Chine

Faire la révolution et promouvoir la production

La presse chinoise continue de publier régulierement des articles apportant des révélations de plus en plus précises et profondes sur les critiques fondamentales portées aux quatre dirigeants destitués par le Parti et le peuple.

Le dernier en date, publié en première page du «Quotidien du peuple» porte sur leur tentative de sabotage de la Révolution et de la production. Nous en publions ciœssous certains extraits particulierement significatifs et d'un haut intérêt théorique..

«Les quatre» ne connaissaient ni l'industrie, ni l'agriculture, ni la guerre. Il ne possédaient pas la vérité et se coupaient des masses. Ce qu'ils savaient : manier le baton et coller des étiquettes. Ils ne s'occupaient pas de la production, mais s'opposaient à ceux qui l'entreprenaient; quiconque parlait de production était victime de leurs invectives. Ils le taxaient de «s'occuper seulement de la production et ne pas faire la révolution en lui collant l'étiquette de «théorie des forces productives». Entreprendre la production est-ce pratiquer la «théorie des forces productives» ? non. C'est purement et simplement une absurdité des «quatre» qui intervertissaient le vrai et le faux et créaient la confusion.

La théorie des forces productives» est une théorie révisionniste: Elle exagère de façon unilatérale le rôle décisif des forces productives, nie la rectification importante des rapports de production sur les forces productives, de la superstructure sur la base économique, nie la prise de la lutte de classes comme base économique, nie le primat de la politique , et nie la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Le Président Mao a indiqué : «la lutte de classes, c'est l'axe qui entraine tout le reste», «ce sont l'idéologie et la politique qui commandent, elles sont l'âme de tout». Lénine a indiqué : «la politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'a.b.c. du marxisme». La révolution et la production constituent une unité de contraires. La révolution est l'aspect principal de la contradiction, elle joue un rôle dominant. Elle fixe l'orientation et la ligne du développement de la production, et en même temps, elle est une force puissante pour ce développement.

(Suite p.2)

Montpellier

IL FAUT EMPECHER LES EXPULSIONS

Les ouvriers ont de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois ... encore plus quand ils sont au chômage. Le système capitaliste n'en a cure ! Tout en les exploitant durement, il les livre à des propriétaires qui leur pompent une bonne part du salaire et veulent les expulser quand ils n'arrivent plus à payer. Ce sont de véritables vautours... même quand il s'agit d'HLM !

Mais les travailleurs sont décidés à ne pas se laisser faire comme le montre cette lettre que nous publions.

Je suis locataire d'un appartement HLM F4, dans une des 5 tours des Tritons à La Paillade (Montpellier). Loyer 530 à 540 F par mois. En juillet 1975, mon mari (34 ans, chauffeur poids lourds) à la suite d'une grave maladie, est opéré d'un rein : 8 mois d'arrêt de maladie, le chômage ensuite. Durant cette période, une seule rentrée les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale.

(Suite p. 4)

SUCCES DU MEETING DES AMITIES FRANCO-CHINOISES

Plusieurs milliers de personnes ont eu du mal à trouver place dans la petite salle de la Mutualité remplie à craquer

Après le récit de deux voyageurs qui se sont trouvés en Chine, l'un au moment du séisme, l'autre à la mort du président Mao, Hélène Marchisio a fait le point sur la situation en Chine, concluant «Aujourd'hui l'amitié avec le peuple chinois peut et doit se développer.C'est vers ce but que tendront tous les efforts de l'association». Nous rendrons largement compte de ce meeting qui s'est clotûré par la projection du film«Les pionniers» dans notre prochain numéro.

le monde en marche

Chine

faire la révolution et promouvoir la production

(suite de la page 1)

Les rapports entre la révolution et la production, entre la politique et l'économie sont de même nature que ceux qui existent entre l'axe et ce qu'il entraine, entre ce qui commande et ce qui est commandé. Inverser ces rapports ou pratiquer l'éclectisme sont tous deux erronés ...

«La théorie des forces productives», une théorie révisionniste

«La théorie (révisionniste) des forces productives», nous nous y sommes opposés, nous nous y opposons à présent, et nous nous y opposerons toujours. Mais le fait de s'opposer à cette théorie ne signifie en rien que nous ne sommes pas favorables à la production.

Pour réaliser son but criminel de saboter aussi bien la production que la révolution, la «bande des quatre» confondait intentionnellement ces deux concepts différents, mettait sur le même plan «la théorie des forces productives» et la production, intimidait autrui en collant des étiquettes, faisait tant et si bien qu'on n'osait pas et ne pouvait pas faire la production.

L'article souligne : en mettant en relief le rôle de commandement de la révolution, nous ne voulons pas dire que la production n'est pas importante, encore moins qu'elle est négligeable. Le marxisme estime que les activités productives de l'humanité sont des activités pratiques fondamentales et que la production du matériel est le fondement de l'existence et du développement de l'humanité...

Ne pas opposer la révolution à la production

Durant la période du socialisme, ce n'est qu'en axant tout notre travail sur la lutte de classes, développant activement la production et menant à bien l'édification socialiste que nous pourrons jeter une base matérielle solide à la consolidation de la dictature du prolétariat, avoir une puissante défense nationale, mieux soutenir la révolution mondiale, améliorer progressivement les conditions de vie matérielles et culturelles du peuple travailleur et créer les conditions matérielles nécessaires à l'élimination progressive des trois écarts, à la conquête de la victoire du socialisme sur le capitalisme et à la réalisation définitive du communisme. Donc, développer vigoureusement la production socialiste et mener à bien l'édification socialiste, c'est une tâche fondamentale de la dictature du prolétariat et un devoir glorieux de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Néanmoins, la «bande des quatre» et consorts, perdus dans la métaphysique, opposaient intentionnellement la révolution à la production, la politique à l'économie, la lutte de classes à la lutte pour la production, et la dictature du prolétariat à l'édification socialiste ; ils s'opposaient à la promotion de la production et à l'édification du pays. Il en résultait non seulement un sabotage du développement de la production, mais aussi une atteinte à la grande cause de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Selon leur logique, avec le lancement du satellite, le drapeau rouge allait nécessairement tomber et, pour faire la révolution, les 800 millions de chinois doivent se nourrir de vent. Faire passer cette «théorie» pour du marxisme, c'est fouler aux pieds à sa guise le marxisme.

La population des diverses nationalités dans la province du Kirin applaudit à la nomination de Houa Kouo-feng à la présidence du Comité central du Parti communiste chinois.

Notre prolétariat veut à la fois voir le drapeau rouge flotter à jamais et des satellites s'élancer dans le ciel. Il fera en sorte que notre Etat ne change jamais de nature et que notre pays respire toujours la prospérité.

En réfutant la thèse prônée par la «bande des 4» : «la révolution menée à bien, la production se développera tout naturellement», l'article indique : en agissant ainsi, la bande vise à supprimer la direction du Parti et à troubler la production pour que l'économie socialiste plonge tout naturellement dans l'anarchie et que le capitalisme se restaure.

La production socialiste est dirigée par le Parti communiste

La lutte pour la production est conditionnée par la lutte de classes. Donc, pour développer la production, il faut en premier lieu mener à bien la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes ...

Si la révolution est vraiment bien menée, alors la révolution entraine et stimule la production; cependant, pour développer la production socialiste, nous devons encore étudier consciencieusement le marxisme, le léninisme, la pensée maotsétoung nous efforcer de saisir la loi de la production elle-même et de résoudre les contradictions surgies dans la production. Pour ce faire, nous devons renforcer le rôle dirigeant du Parti, nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière et sur les larges masses populaires, établir ou compléter des réglements et systémes de travail rationnels, mener à bien l'autonomie financière, diminuer les prix de revient, augmenter les fonds d'accumulation, entreprendre des innovations et des révolutions techniques, encourager l'émulation socialiste, élever la productivité, etc...

Nous devons accomplir toujours plus soigneusement les tâches économiques. Sans travailler beaucoup et assidûment, sans résoudre les problémes pratiques concrets, comment la production pourrait-elle se développer tout naturellement ? La production socialiste est dirigée, elle se développe de façon planifiée et proportionnée, et selon l'orientation socialiste.

(titre et intertitres sont de notre rédaction. HR.)

En URSS
Une explosion nucléaire accidentelle

Une secousse tellurique enregistrée le 25 octobre dernier par les simographes suédois, finlandais et danois, et dont l'épicentre avait été situé sur la côte estonienne, aurait été une explosion nucléaire accidentelle, affirme le quotidien suédois «Expressen» à Stockholm.

Le journaliste précise que l'épicentre de la secousse, qui avait une magnitude de 4,5 sur l'échelle de Richter, a été situé entre l'ile d'Osmussaar et la base militaire soviétique de Paldiski au Nord-Est de l'Esthonie ; des experts militaires finlandais auraient enregistré des radiations dans les eaux territoriales finlandaises non loin de l'ile d'Osmussaar. Une sensible augmentation de la radio-activité aurait été enregistrée ensuite par des garde-côtes finlandais. Le journaliste a rappelé que la secousse tellurique a eu lieu dans une région de falaises calcaires atteignant 30 m. de hauteur, dans lesquelles ont été creusés des abris pour sous-marins nucléaires soviétiques et des rampes de lancement pour missiles à tête nucléaire.

Le quotidien suédois révèle également que quelques instants après la «secousse tellurique», les services suédois d'écoutes côtières de la Baltique avaient enregistré une augmentation des émissions de radio maritimes soviétiques.

Ainsi l'URSS parle, avec grand renfort de publicité, de la signature de prétendus accords sur les essais nucléaires, mais dans la pratique, elle continue avec toujours plus de fébrilité ses préparatifs de guerre et n'hésite pas à violer ce que dans le fond elle considère comme un chiffon de papier.

Cette politique à double face ressemble étrangement à celle qu'Hitler avait utilisée en son temps. Celui-ci déclarait le 6 octobre 1939 : *«Quiconque parle en Europe de la guerre, cherche le chaos. Pour le progrès de l'économie internationale et la restauration d'une paix garantie, un sentiment de sécurité — qui est possible seulement par le désarmement — est nécessaire.»* Quelques semaines plus tard, il envahissait la Pologne !

Plus que jamais il est important de démasquer les préparatifs d'agression du social-impérialisme sous couvert de «paix» et de «détente».

L'opération Soufrière un échec pour le colonialisme français !

A la suite de manifestations éruptives de la Soufrière en août dernier, le gouvernement français a voulu se faire passer pour un défenseur des Guadeloupéens. Sous prétexte d'éruption imminente il a déporté 70 000 habitants et les a fait parquer dans les conditions les plus précaires dans le reste de l'ile. La bourgeoisie française a fait grand tapage autour de ces mesures de sauvegarde qu'elle prenait soi-disant dans l'intérêt des Guadeloupéens.

Mais le peuple guadeloupéen n'a guère apprécié cette «sollicitude» dont les colonialistes faisaient preuve à ses dépens et a manifesté un mécontentement grandissant. Aussi le gouvernement qui était resté sur ses positions malgré l'avis d'Haroun Tazief, vulcanologue à l'expérience pourtant incontestée, a-t-il finalement été obligé de faire marche arrière. Olivier Stirn a déclaré que les populations évacuées «pourront regagner intégralement la zone interdite à partir du 1er décembre».

OLP
Nous n'acceptons aucun autre territoire que la Palestine

Le responsable du Bureau politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi, a déclaré lundi devant l'assemblée générale de l'ONU que la paix ne pourrait pas revenir au Moyen-Orient tant que ne sera pas trouvée une solution juste au problème palestinien, fondée sur le droit des Palestinines de retourner dans leurs foyers et d'établir un État palestinien indépendant.

«Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous poursuivrons notre lutte par tous les moyens à notre disposition» a précisé F. Kaddoumi qui a ajouté que l'OLP n'acceptera jamais aucun autre site que la Palestine comme patrie. Il a également réaffirmé la volonté de l'OLP de respecter l'unité territoriale du Liban et condamné l'aide américaine aux sionistes et «le fait que le sort du peuple palestinien ait été l'objet de surenchère entre les deux candidats aux élections présidentielles américaines».

nouvelles intérieures

Vichy-Législatives partielles

LES CANDIDATS ET LES TRAVAILLEURS

Dans son édition du 13/14 novembre, notre journal titrait : «Les élections législatives partielles... on ne choisit pas parmi ses ennemis».

La lecture des résultats du premier tour dans la 4e circonscription de l'Allier — région de Vichy — montre bien que les travailleurs de notre région refusent de choisir entre la bourgeoisie de droite et celle de «gauche». Le premier tour des législatives de 1973 avait vu 80 % de votants alors que le scrutin de dimanche dernier n'a rassemblé que 63 %.

Quel choix en effet ! Entre Gabriel Péronnet, candidat de la majorité qui, au cours des 15 dernières années a appartenu à quasiment toutes les formations, de la FGDS au PS, en passant par les «radicaux de gauche» avant d'être l'espace de quelques mois ministre de la Fonction publique de Giscard. Quant aux candidats de la «gauche», Marcilly est, comme le présentait si complaisamment «Le Monde», *un universitaire brillant, hispanisant mondialement réputé... à la fière prestance, d'une impeccable élégance dans un manteau de tweed et des gants de pecari*». Pas besoin d'en dire plus sur ce grand bourgeois sans aucun lien avec les intérêts des travailleurs.

Jean-Michel Belorgey, pour le PS, appartient à la race des jeunes loups. Sorti de l'École nationale d'administration (ENA), il est à 32 ans maitre des requêtes au conseil d'État. Parachuté de Paris, ce brillant serviteur de la bourgeoisie a reçu le soutien personnel de Mitterrand qui, au cours d'un meeting à la veille des élections, déclarait qu'il était *«toujours ému en se retrouvant à Vichy où il possède de solides attaches»*.

Et quelles attaches, les décorations décernées par le traitre Pétain installé à Vichy alors que les ouvriers, employés et paysans de l'agglomération se battaient contre les nazis et leurs valets dans les maquis situés pour certains à 15 km du siège du gouvernement de trahison.

Les travailleurs de la région sont, eux aussi, durement touchés par la crise de la société capitaliste et leur forte participation (plus de 700 personnes) à la manifestation du 7 octobre est la preuve de leur mécontentement. Mais de plus en plus nombreux sont aussi ceux qui refusent la soi-disant alternative et ne veulent ni plan Barre ni Programme commun.

Dans la montagne bourbonnaise, les villages se dépeuplent, des écoles menacent de fermer.

A Vichy, une petite zone industrielle ne suffit pas à donner du travail et nombreux sont ceux qui vont à Riom (40 km), Clermont-Ferrand (60 km), Lyon (120 km).

Nostalgiques des splendeurs de «Vichy, reine des villes d'eau», les notables s'opposent à l'implantation d'entreprises.

Actuellement, l'arrondissement de Vichy compte 3 000 chômeurs soit environ 1 700 de plus qu'avant les vacances. A signaler entre autres les conditions déplorables dans lesquelles sont reçus les travailleurs au chômage : depuis plusieurs mois, l'agence locale de l'ANPE est installée dans un hangar, le plafond de l'immeuble qu'elle occupait avant s'étant écroulé...

De plus, dans les entreprises, la répression antisyndicale est monnaie courante : mutations arbitraires chez les communaux, isolement d'un délégué CFDT actif chez CADV (laboratoire de produits de beauté Vichy), etc.

Mais de plus en plus, les travailleurs vichyssois refusnt de se laisser mener à la baguette par les représentants du grand capital et de se laisser tromper par leurs faux amis.

Correspondant HR

Créteil

Grandes manœuvres des partis bourgeois

La campagne électorale pour les municipales est lancée à Créteil. Tous les partis bourgeois se livrent actuellement à de sordides manœuvres pour conquérir la mairie qui se jouera sans doute à quelques voix près entre le maire sortant, Billote, et le candidat de la «gauche».

Billote, soutenu par la majorité, garnit les boites à lettres de Créteil de «magnifiques» bulletins municipaux où il cherche à faire croire qu'il fait bon vivre dans le nouveau Créteil, ville de béton, et où il se réclame de de Gaulle, de Pompidou, de Chirac, mais pas de Barre (la pilule du plan Barre est dure à avaler par les électeurs). Mieux encore : il envoie à chaque électeur dans certains quartiers une lettre personnelle (timbrée o,80 F) où il assure que tel ou tel problème sera réglé prochainement (par exemple : construction d'un talus anti-bruit le long de la N 186). Et il est allé jusqu'à lancer une campagne de pétition, 4 mois avant les élections, pour que tous les métros arrivent jusqu'à Créteil (actuellement 1 sur 2 de 6 h à 20 h.) On a même vu le 9 novembre l'UDR et le PCF distribuer en même temps aux stations de métro chacun un tract portant cette revendication...

Tout cela n'est que démagogie : Billote ne parviendra pas à dissimuler son vrai visage celui d'un homme qui a contribué à licencier il y a 4 mois la moitié du personnel de la Maison des Arts de Créteil, qui soutient le plan Barre, plan d'appauvrissement des travailleurs.

Quant aux prétendus défenseurs des travailleurs que sont le PS et le PC, ils ne sont pas en reste. Le PS revendique la tête de la liste commune PS-PC. A l'intérieur du PS à Créteil, ce sont donc des querelles sans fin entre les 2 tendances qui veulent l'une et l'autre avoir la tête de liste. La tendance Mitterrand préconise comme candidat Jacques Delors, qui n'habite pas Créteil, et qui s'est rendu tristement célèbre quand il était secrétaire général de la formation professionnelle de Pompidou en réprimant toute implantation syndicale dans ses services. Pour l'imposer, la tendance Mitterrand fait adhérer au PS... les enfants des militants (paraît-il). Quant à la tendance CERES, elle préconise la candidature de Christian Pierre, un haut fonctionnaire, qui a déménagé à Créteil spécialement pour ça avec plusieurs autres militants CERES. On dit même que beaucoup de ces déménagements sont purement fictifs...

Ces magouilles démontrent une fois de plus le caractère bourgeois du PS.

Quant au PCF, il revendique lui aussi la tête de liste et il a sorti pour cela un tract qui est un modèle de crétinisme électoral : si on fait la moyenne des 2 dernières élections, écrit-il, le PC a plus de voix que le PS, donc le maire doit être PCF...

Et les révisionnistes de se lancer dans de grandes campagnes (Cf métro) sur les mêmes thèmes que Billote. Mais le PCF peut compter sur les communistes marxistes-léninistes de Créteil pour rappeler que c'est un membre du parti révisionniste qui est l'auteur du plan de «restructuration» qui est à l'origine des licenciements de la Maison des Arts et qu'il n'a pour ainsi dire rien fait pour soutenir les licenciés (dénonciation du comité de soutien...)... et pour cause.

LES TROTSKYSTES AU SECOURS DU PCF

Les révisionnistes viennent de recevoir le soutien de la ligne «communiste», par l'intermédiaire d'un bulletin «taupe rouge» distribué au centre de tri PTT de Créteil, qui se termine par ce cri du cœur : «Oui au Programme commun, mais avec mobilisation populaire». Cela rappelle le «oui mais» de Giscard d'Estaing. C'est une adhésion pure et simple au Programme commun, programme bourgeois, ce qui ne nous étonne pas.

On se bouscule au portillon pour accéder au concours du meilleur gestionnaire du sytème capitaliste. Chaque parti se pare de ses plus beaux atours pour tenter de tromper les travailleurs.

Tout cela démontre la justesse du mot d'ordre du PCMLF : Ni plan Barre, ni programme commun.

Correspondant HR Créteil

Le peuple albanais de victoire en victoire

Suite de la p. 1

Internationalisme prolétarien présent et rencontré à tout instant au cours des jours passés en Albanie, dans l'accueil chaleureux à l'aéroport des travailleurs, des pionniers, des dirigeants du Parti et du camarade Enver Hoxha à chacune de ses rencontres avec les délégations étrangères, à Elbasan où fleurit la grande et indestructible amitié albano-chinoise.

Internationalisme prolétarien présent au congrès lui-même lorsque le camarade Enver Hoxha déclare : «De même que les Partis marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde nous ont aidé dans le passé pour notre libération nationale et pour l'instauration de la dictature du prolétariat, ainsi nous avons pour devoir d'aider le prolétariat, les partis marxistes-léninistes et toutes les forces progressistes dans la lutte qu'ils mènent afin que leurs peuples aussi conquièrent la liberté et accèdent au socialisme».

Internationalisme prolétarien avec l'intervention de plus de 30 délégués de partis et organisations marxistes-léninistes, lorsque nous écoutons avec émotion le message du Comité central du PCMLF et surtout lorsque les délégués debout acclament le message du camarade Houa Kouo-feng et la grande Chine populaire.

Car la grande unité entre le Parti communiste chinois et le Parti du travail d'Albanie, forgée par le camarade Mao Tsé-toung et le camarade Enver Hoxha dans la lutte commune contre le révisionnisme moderne, l'impérialisme et le social-impérialisme est chère au peuple albanais, comme aux peuples du monde. C'est une unité combattante qui a aidé et aide puissamment les marxistes-léninistes dans leur lutte acharnée contre le révisionnisme moderne, c'est sur elle que s'appuie l'unité de tous les partis et organisations marxistes-léninistes.

Aussi quoi d'étonnant que tous les réactionnaires, tous les révisionnistes, les opportunistes et les diviseurs en tout genre tentent en vain de la saper, de la nier, de la mettre en doute ? Comme l'a dit à plusieurs reprises le camarade Enver Hoxha et comme il l'a redit dans son rapport «Aucune calomnie ou invention de la propagande bourgeoise-révisionniste ne peut ternir le caractère marxiste-léniniste et la vitalité de l'amitié albano-chinoise. Notre parti et notre peuple œuvreront inlassablement pour maintenir pures et solides leur amitié et leur collaboration fraternelles avec le grand peuple chinois et son glorieux parti communiste, avec la grande Chine populaire», ou comme l'a dit également le camarade Houa Kouo-feng «Nous nous soutenons toujours et nous avançons épaule contre épaule. Aucune force au monde ne saurait détruire l'amitié et l'unité militante entre nous basées sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien».

C'est pourquoi toujours nous combattrons comme des ennemis ceux qui veulent opposer l'Albanie et la Chine, toujours nous renforcerons notre unité avec le Parti du travail d'Albanie et le Parti communiste chinois, avec les partis et organisations marxistes-léninistes du monde.

Le 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie est une grande victoire du peuple albanais, une grande victoire du marxisme-léninimse et de l'internationalisme prolétarien, une grande joie et une grand encouragement pour les peuples du monde.

Alain Castan.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

«Médecine» à Citroën

«Une blessure bénigne peut vous envoyer à l'hôpital si elle est soignée avec négligence, il existe dans chaque usine une infirmerie avec un personnel compétent. Faire appel à leurs services, c'est aussi faire preuve de sécurité. Alors, n'hésitez pas.»

Voilà ce que chante Traction 2000 ! Citroën ose se vanter de s'intéresser à la santé des ouvriers ! Un coup d'œil sur la situation dans les usines Citroën de Rennes va nous montrer ce qu'il en est ...

Dans un atelier de 2 000 personnes, de plus de 500 m de long, pas la plus petite infirmerie ! Si ce n'est des placards à pharmacie placés sous l'autorité des chefs et dont on se sert tellement qu'on peut se demander «s'ils contiennent autre chose que des bouteilles de rouge» !

Et l'infirmerie ! D'abord pour y aller, il faut obtenir un laissez-passer, d'où perte de temps, même si l'on est vraiment pas bien ; après, il faut faire la queue, «parfois pour une coupure au doigt, il faut attendre trois heures !» Et quand c'est quand même son tour, qu'est ce qu'on trouve à l'infirmerie ?

Un personnel maison, toubibs en particulier, qui tutoie les ouvriers, les traite comme du bétail, les accuse de tirer au flanc et ne pense qu'à les renvoyer au boulot le plus vite possible.

Un personnel en nombre insuffisant

Il y a 5 médecins, 6 infirmiers, 4 infirmières. Des médecins présents de 8 h à 17 h seulement. Ce qui fait que si l'on a un pépin le soir ou la nuit, il n'y a personne pour vous soigner, alors que l'hôpital ou la clinique la plus proche est à plus de 10 km ! *

Un personnel incompétent et vendu à Citroën : des toubibs qui ont été achetés par Citroën parce qu'ils n'ont pas réussi à s'installer ou parce qu'ils étaient trop mauvais pour conserver leur clientèle. Les exemples sont nombreux qui montrent leur incapacité : On frotte la cornée d'un gars qui a reçu une saleté dans l'œil, voilà ce que dit après le médecin traitant : «ils ont failli vous rendre aveugle» ; on a une grippe, il arrive qu'ils vous disent que c'est l'appendicite ; on s'est coupé, il faudrait mettre une agraphe, ils se contentent de coller un pansement.

A tel point qu'on hésite souvent longtemps avant d'aller voir ces charlatans à l'infirmerie et que, quand on y va, on aime encore mieux avoir affaire aux infirmiers.

Des toubibs vendus à Citroën

Si on fournit des certificats du médecin traitant comme quoi on doit changer de poste pour raison de santé, leur seule réponse, c'est : «retourne à ton poste !». D'ailleurs, ils conseillent aux ouvriers de ne pas aller voir de médecins à l'extérieur et n'aiment pas beaucoup causer à ces derniers. Quand un médecin traitant veut téléphoner au médecin Citroën pour s'entretenir du cas d'un ouvrier, on lui répond : «le médecin n'est pas là, il est en vacances, etc..»

A Citroën, a l'infirmerie comme ailleurs, on est traité comme des chiens, tout juste bons à faire empocher des profits au patron !

Si on est malade ou blessé, on vous «répare» au plus vite et aux moindres frais, «pour que vous puissiez reservir de suite.»

L'infirmerie une bonne affaire pour Citroën

L'infirmerie à Citroën, ça permet de ne pas déclarer beaucoup d'accidents du travail puisque ce sont les médecins maison qui les soignent et qu'ils n'ont de comptes à rendre à personne. Le personnel médical Citroën a toujours refusé de répondre à toutes questions de médecins ou infirmiers extérieurs à l'usine sur les accidents du travail à Citroën !

Après Citroën peut se vanter d'être une usine modèle au point de vue de la sécurité. Et pourtant, des accidents, il y en a beaucoup, il ne se passe pas un seul jour sans qu'il y ait des pieds écrasés, des doigts coupés, etc... quand ce n'est pas plus grave.

Mais les toubibs Citroën ont plus d'un tour dans leur sac : quand on ne peut pas étouffer l'affaire, et bien on fait passer un accident comme une maladie, on met tous les torts sur le dos de l'ouvrier. Bien sûr, la tension nerveuse et la fatigue ne sont jamais considérées comme maladies ou cause d'accident et pourtant on entend dire souvent : «après 10 ou 15 ans de boulot d'O.S., on est foutu, on est vieux avant l'âge» ; «peu d'O.S. touchent la retraite, ils paient celle des cadres».

L'infirmerie est aussi bien utile à Citroën comme instrument de sélection à l'embauche : le médecin jauge l'ouvrier comme un cheval et le questionne à la façon d'un flic pour compléter l'interrogatoire de l'agent de secteur.

Le bureau de Sécurité sociale intérieur à l'usine qu'on présente aussi comme un cadeau Citroën, est aussi un bon moyen pour mieux surveiller les travailleurs. Un travailleur donne, comme tous les autres, son courrier de Sécurité sociale à l'agent de secteur et celui-ci le lui ramène peu après, décacheté, en lui disant qu'il manque une signature ... alors qu'il n'est pas 8 heures et que le bureau de Sécurité sociale n'est pas encore ouvert ! Beau respect du secret médical !

Et quand on est malade, chez soi, Citroën est encore là ! Le «médecin-contrôleur» qui vient au nom du centre de prévoyance des Assurances générales de France est, lui aussi, bien vendu aux patrons et à Citroën. Il n'a pour but que d'essayer de vous faire reprendre le boulot, même pour un seul jour, ce qui évitera à la Mutuelle de vous verser trois jours d'indemnités. Un médecin qui fait ce sale boulot depuis peu de temps dira à un ouvrier qu'il le plaint bien, qu'il est bien handicapé ; après quelque temps passé à faire ce travail, au bout de quelques visites, il traitera l'ouvrier de fainéant : la maladie est la même, mais le médecin a acquis l'esprit maison.

Et un individu de cette espèce peut estimer qu'un arrêt de travail (ordonné d'ailleurs par un autre médecin) est injustifié, dans ce cas la mutuelle arrêtera son remboursement.

Voilà comment Citroën et la bourgeoisie traitent les travailleurs malades ou accidentés du travail (par la faute du capitalisme, de ses cadences infernales le plus souvent) on les accuse de tirer au flanc, on les «répare» au plus vite, aux moindres frais jusqu'à ce que ça craque de nouveau, on les traite comme des objets et non comme des hommes.

Bien sûr, hors de Citroën, à l'hôpital par exemple, ce n'est pas très différent : la santé du peuple ne compte pour rien face aux profits du capitalisme. Mais le patronat Citroën est particulièrement bien organisé pour s'engraisser au détriment de la santé des travailleurs.

Contre les cadences qui rendent malades, qui blessent et qui tuent, contre la «médecine» de Citroën, contre la médecine du capitalisme, Unité à la base et dans l'action !

Correspondant HR avec un ouvrier de Citroën-Rennes.

Note : les ouvriers de Citroën travaillent en 2 roulements : 5 h ; 14 h et 14 h - 23 h. Il y a, en outre, une équipe de nuit plus réduite.

Montpellier

Il faut empêcher les expulsions !

Suite de la p. 1

Le salaire de mon mari avant sa maladie était de 2 000 F, donc nous touchons environ 1 000 F par mois, 1 000 F pour manger à 4 personnes (2 enfants de 10 et 6 ans), s'habiller, il était donc totalement impossible de payer le loyer.

Nous avons pris 6 mois de retard.

Au cours de la conversation, cet employé me demande : «Votre mari, l'année dernière, était bien militant CFDT ?»

Il est donc clair que leur dossier est complet, car mon mari a en effet fait partie l'an passé du «Comité de chômeurs CFDT» qui a occupé la mairie de Montpellier...

Un arrangement pris avec la recette municipale qui encaisse les loyers HLM nous permet de grignoter un peu ce retard... Les mois passent... Nous versons régulièrement ce que nous pouvons.

Mais depuis un mois et demi, la situation se dégrade ; sommation et enfin, le 8 novembre, l'huissier vient apporter une assignation en référé. Le 25 novembre, nous passerons devant le juge des référés pour nous entendre signifier l'expulsion.

Ce n'est pas un hasard si depuis 1 mois et demi les choses s'accélèrent. Je fais partie du bureau d'un syndicat de quartier l'APF (Association populaire familiale). Mon mari est connu, j'ai fait partie de nombreuses délégations APF à l'Office public d'HLM et j'ai eu l'occasion de prendre la parole !

Le 9 novembre, un employé de la mairie vient faire une «enquête» sur nos ressources. Enquête qui, selon ses propres termes «ne servira à rien».

Voilà la réalité quotidienne pour les ouvriers dans le système capitaliste.

Tant que nous sommes en bonne santé, tant que nous avons du travail, nous sommes considérés par ce système comme «bons à payer» et tout va à peu près bien !

Mais si pour une raison ou une autre nous sommes dans l'impossibilité de travailler et de payer, selon la sacro-sainte formule nous devenons «non-rentables» et comme les vieux outils bons à jeter.

Mais aux Tritons, nous sommes déjà plusieurs à nous regrouper pour faire face aux expulsions, beaucoup de locataires sont déjà solidaires. Dans les jours qui suivent des gens dans cette situation (et ils sont nombreux dans les tours, nous le savons) seront contactés, nous organiserons la lutte... Les HLM ne trouveront pas des gens isolés, mais des ouvriers solidaires, décidés à se battre.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Santé

Première victoire à l'hôpital Henri Mondor de Creteil

Après treize jours de grève , les travailleurs chargés du ménage à l'hopital Henri Mondor de Créteil viennent de remporter une première victoire. Et ce malgré le refus total de céder que leur opposait le patron de Clarté - la société chargée de faire le ménage, souscontrat, à l'hopital et malgré le chantage de la direction de l'Assitance publique, - chantage à l'hygiène et à la sécurité du malade ... auprès de travailleurs qui n'étaient même pas vaccinés !

Avec le soutien du personnel hospitalier, les travailleurs de Clarté ont pu faire céder l'Assistance publique. L'Assistance publique a rompu soncontrat avec Clarté et tous les travailleurs ont été réembauchés par une autre société. Ils ont par ailleurs obtenu 1,75 F d'augmentation de l'heure ainsi que le droit aux visites médicales et aux vaccinations. Ainsi une première victoire a été arrachée, mais les travailleurs ont encore des revendications à satisfaire. Ils réclament notamment la mensualisation.

A Henri Mondor, on se pose quelques questions sur l'attitude de la CGT. Elle a en effet pris l'argent de la collecte pour le remettre aux grévistes sans la CFDT. Et elle a par ailleurs refusé de faire un tract commun CFDT-CGT pour expliquer au personnel hospitalier la victoire des travailleurs de Clarté. Cela gênerait-il la CGT que des travailleurs immigrés entrent en lutte et qu'ils remportent la victoire ?

Toujours est-il que cette première victoire remportée par les travailleurs de Clarté vient nous prouver une fois de plus qu'à l'hôpital comme ailleurs, seule la lutte paie.

Grève des élèves infirmières de Valence

Les élèves infirmiers et infirmières de 2e et 3e années sont en grève depuis lundi 15 novembre pour les raisons suivantes :

les élèves de 3e année ont effectué un stage obligatoire de 2 semaines de 40 heures dans les services du centre hospitalier de Valence et celui de Romans, de même que dans certaines cliniques.

Les élèves de l'année dernière ayant passé leur diplôme d'État en Janvier 1976 avaient obtenu pour cette même période une indemnité de 700 F par mois Cette indemnité est refusée cette année par le Centre hospitalier de Valence et certains autres établissements. Dans la région Rhône-Alpes 2 (Drôme, Ardèche, Isère, Savoie, Haute-Savoie) les élèves ont donc décidé d'entrer dans la lutte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.

Correspondant HR.

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

Enseignement

LUTTE VICTORIEUSE A VAULX EN VELIN

Un exemple à faire connaître

Un correspondant syndiqué au SNI-Rhône nous envoie le compte rendu d'une lutte menée à Vaulx en Velin et qui révèle parmi les enseignants combatifs une opposition à la ligne révisionniste dans le syndicat, notamment sous les angles de l'unité à la base et dans l'action : SNI, SGEN, non syndiqués, et de la démocratie la plus large dans la lutte.

Les révisionnistes (qui tiennent la section SNI du Rhône) n'ont pas, dans les faits, soutenu le mouvement. Ils n'ont pourtant pas osé attaquer de front l'action au niveau du bulletin de la section d'où est tiré ce compte rendu («l'Ecole libérée» No 1 d'octobre 76).

Voici de larges extraits de ce compte rendu qui émane du bureau de la sous section SNI de Vaulx en Velin :

«– Septembre 1976 : une AG SNI-SGEN et non-syndiqués propose un plan d'action devant la situation catastrophique :
- 2 postes bloqués à «C-Kogan», plus une menace de suppression de demi-décharge - 2 postes manquant à «M-L King» - effectifs chargés à «A Courcelles» - des menaces de fermetures dans les écoles de Vaulx-Centre, des postes non pourvus dans les CES ... Mardi 14 et mercredi 15 septembre : information dans la ZUP avec sono. Jeudi 16 septembre : participation massive des enseignants SNI-SGEN de Vaulx en Velin à la manifestation départementale du SNI ... Mardi 21 septembre : une assemblée générale du SNI maintient le mot d'ordre de grève pour le samedi 25 septembre. L'organisation de la grève a lieu dans chaque école...»

Le samedi 25, ce sont 300 personnes qui sont venues à l'inspection, en cortège de voitures tout en distribuant des tracts à la population, et qui ont bloqué la circulation devant le bâtiment académique.

Le compte rendu se poursuit :

«Contrairement aux affirmations mensongères du secrétaire de l'Inspection Académique, il n'y avait pas d'éléments incontrôlés, mais des parents et des enseignants décidés ; il n'y a pas eu effraction, mais longue attente devant l'Inspection avant de déposer le dossier revendicatif ...

UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

1 – L'action déterminée paie : le préavis de grève et l'AG de pré-rentrée ne sont sans doute pas étrangers à l'attitude plus «compréhensive» de l'administration dans certains secteurs : deux postes étaient débloqués à «Kogen» ; on attribuait un poste à «M-L. King» ; on fermait les yeux sur certains effectifs critiques (proches de la fermeture).

2– L'action unitaire paie : depuis 6 mois, une intersyndicale fonctionne en liaison avec les CPE, afin de rassembler le maxim um de gens dans la lutte et favoriser la prise en charge de toute action par le plus grand nombre ...

3– Les pratiques démocratiques paient : toutes les actions ont été proposées, discutées et prises en charge par l'assemblée générale SNI-SGEN (et quelques non-syndiqués).

Une commission d'organisation SNI–SGEN–non-syndiqués s'est dégagée à la suite de l'AG pour la préparation active de la grève (information sono, tracts, affiches). L'action a fait appel au concours de tous ...

Cette pratique *unitaire et démocratique* continuera à Vaulx en Velin. C'est pourquoi la poursuite de l'action se décidera démocratiquement en assemblée générale des enseignants de Vaulx en Velin.»

Notre correspondant nous donne une autre illustration de cette opposition : «L'an dernier, dans une section du SNI-Rhône, alors que la direction U et A (Unité et Action : tendance contrôlée par le PCF) voulait déclencher une grève départementale pour montrer l'immobilisme de la direction nationale tendance UID (!) (la tendance rivale Unité Indépendance et Démocratie : voir précédents articles dans notre journal NDLR), une enquête a été faite sous la pression des syndiqués pour savoir si les grévistes devaient se réunir en assemblée générale pour décider de la poursuite éventuelle de la grève.

57 % se sont prononcés pour des AG décidant de la poursuite ou non du mouvement.

Bien sûr, les résultats de l'enquête ont mis presque 6 mois à parvenir ; nous avons fait la grève départementale, et il n'y a eu aucune consultation pour la poursuite éventuelle !»

Toutes ces oppositions montrent la conscience qu'ont de nombreux enseignants de l'obstacle et du frein à leur volonté de lutte que sont les méthodes bureaucratiques et de division des directions syndicales.

Sans doute la conscience est-elle moins claire de ce que ces méthodes ne sont qu'une conséquence de la nature bourgeoise de ces directions syndicales et en particulier pour celle de «gauche» qui impulse la tendance U et A dans l'unique but de faire triompher son «Programme Commun» de sauvetage du capitalisme (les objectifs de la grève tels que les décrit notre correspondant en témoignent).

C'est aux marxistes-léninistes de montrer ce lien, afin d'entrainer les enseignants anti-capitalistes dans le combat contre toute la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de «gauche».

LES PETITS PRODUCTEURS DE CHATAIGNES DE L'ARDECHE DANS L'ACTION

Suite aux événements de Largentière, (cf HR de vendredi 12/11/76), lundi matin, où des «bogues» de châtaignes (écorce enveloppant la châtaigne) furent déversées devant la sous-préfecture de Largentière (ardèche) par des petits producteurs sous-payés par les trusts et grossistes. En effet, le prix des châtaignes varie suivant la qualité de 0,65 F à 1,00 F pour la qualité Marron ; alors qu'à Paris ou dans une quelconque ville de province les prix sont de 4,50 F voire même de 7 F, ou des fois même plus, les revendeurs usent de la méconnaissance des clients, et leur vendent aussi bien des châtaignes «Bernard» pour les marrons au prix fort alors qu'eux les achètent aux petits producteurs au maximum 1, F.

Dans la nuit de dimanche, des petits producteurs venus de différents points de l'Ardèche, ont déversé plusieurs sacs de «bogues» devant la préfecture à Privas de même que devant l'usine de marrons glacés Clément Laugier, (la seule usine du département traitant la châtaigne et les marrons).

Dans un tract les petits producteurs de châtaignes expliquent qu'ils ne bénéficient d'aucun soutien et ils exigent que le marché de la châtaigne obtienne une aide, que les petites châtaignes soient utilisées pour l'alimentation du bétail et que le prix minimum soit pour les tout venant à 1,40 F le kg.

Ils entendent continuer leurs actions sous diverses formes notamment contre les trusts tel celui de Clément Laugier de Privas qui leur achètent leurs châtaignes pour deux fois rien, mais les revend notamment durant les fêtes de Noël, sous la forme de «marrons glacés» ou «marrons au naturel» à des prix que vous pouvez juger par vous-mêmes dans les magasins en ville.

Nous continuerons notre action, nous serons peut-être obligés d'entreprendre des actions plus dures si les pouvoirs publics, le ministère de l'Agriculture ne veulent pas nous entendre et donner satisfaction à nos revendications.

C'est rare de voir les petits producteurs de châtaignes en colère, disaient certains d'entre eux, mais, c'est comme les «bogues», qui s'y frotte, sy pique.

Correspondant HR avec des petits producteurs de châtaignes.

Restauration du vieux Pézenas

ENORMES PROFITS DANS UNE MAIRIE DE GAUCHE

Les opérations de rénovation constituent un véritable pactole pour les promoteurs. Ils s'en servent pour réaliser des profits fabuleux au détriment de la population travailleuse des «quartiers rénovés», qui, elle, se trouve souvent déportée de façon massive. L'attitude des municipalités à l'égard de ces opérations, qu'elle soit ouverte ou dissimulée, s'explique facilement. Du fait de leur appartenance à l'appareil d'Etat capitaliste, elles ne sont pas absentes du partage et de la répartition du profit. Les municipalités «de gauche» ne font pas exception, comme le montre cette lettre d'un lecteur qui dénonce le scandale de la «restauration du vieux Pezenas». Ce projet, qui a été repoussé depuis plusieurs années du fait de la résistance de la population, passe en effet à sa phase d'execution.

Il s'agit de transformer «le quartier de la place Gambetta» en zone résidentielle et artisanale. Pour cela, un programme de démolition, de restauration, de construction et d'installation d'équipements collectifs est entrepris. A l'origine 56 immeubles devaient être touchés.

«L'aération, l'ensoleillement et le confort de ces logements seront améliorés. Les immeubles trop vétustes seront détruits, des dépôts, hangars et remises seront supprimés des ouvertures partiquées dans les murs, des rues ouvertes au travers des pâtés de maisons, des placettes créées». En un mot, le vieux Pézenas fera peau neuve.

Mais que vont devenir les habitants du quartier ?

Il y a ceux qui ont déjà dû, ou doivent bientôt, quitter leur logement sans garantie de pouvoir revenir vivre ou travailler dans ce quartier. C'est le cas d'artisans, de familles ouvrières.

Il y a ceux qui ont dû abandonner des loyers bon marché pour se retrouver avec un loyer beaucoup plus élevé.

Enfin et surtout, il y a tout à craindre d'une augmentation très importante des loyers survenant après les travaux.

En effet, 40 % des frais de restauration seront à la charge des propriétaires. S'ils ne peuvent pas assurer ces frais, ils devront vendre.

Les propriétaires, pour rentrer dans leurs frais, augmenteront les loyers. Ils le justifieront par les modifications de l'environnement et la modernisation des installations.

Les travailleurs qui ne pourront pas payer des loyers doublés au minimum seront donc obligés de quitter leur appartement.

Ainsi, l'entreprise de restauration du vieux Pézenas se soldera en définitive par l'expropriation des petits propriétaires (propriétés familiales) et par l'expulsion des travailleurs.

Il faudrait exiger de la municipalité que les loyers des nouveaux appartements ne subissent aucune hausse, due à l'aménagement des vieux quartiers. Ce serait justice, car l'opération n'a pas pour but d'améliorer l'habitat des travailleurs, mais seulement d'attirer des touristes argentés.

De plus, l'opération permet à une minorité de capitalistes fortunés de racheter les vieux immeubles.

Cette revendication est un minimum car ce qui prend l'allure d'une œuvre sociale de salubrité publique n'est en fin de compte qu'une entreprise financière pour voler le vieux Pézenas à son peuple de travailleurs.

Il n'est pas question pour notre Maire, Béne, le pseudo socialiste, président du Conseil général, de s'attaquer à la rénovation des taudis qui servent d'abris aux travailleurs français et immigrés des rues «des commandants Basses» ou «du jeu de Paume» ou autres vieux quartiers non touristiques.

Si vous avez la chance de vivre dans un quartier touristique, votre logement sera amélioré, mais alors vous ne pourrez plus y vivre !

Quand la bourgeoisie parle d'aménagement, nous, les travailleurs, nous devons entendre déménagement.

Mairie de gauche : méthodes de la bourgeoisie

Il reste que cette mainbasse sur la vieille ville par la bourgeoisie pour, à la fois, leur plus grand profit et leur loisir, se fait dans le grand secret et avec les silences approbateurs des partis de «gauche» de Pézénas, Parti socialiste et Parti communiste français.

La municipalité soi-disant socialiste a toujours gardé avec jalousie toutes les informations concernant ce projet.

Les propriétaires ont été mis uniquement au courant des travaux qui les concernaient directement. Les locataires, eux, comptaient «pour du beurre».

L'enquête «d'utilité publique» a été très discrète. Aucune présentation publique du projet ne fut faite si ce n'est la publication d'un texte administatif officiel dans «Midi libre» en juillet 73.

Outre le fait que ce texte paraisse durant les congés, son jargon administatif le rendait incompréhensible. De plus, il ne parlait pas de ce qui nous intéresse directement. Il ne citait même pas les immeubles touchés. A l'époque de cette enquête, avec des voisins, nous avons essayé d'en savoir davantage. Pour cela, nous nous sommes adressés à la mairie. Il nous a fallu forcer les portes, revenir plusieurs fois en prenant sur notre temps de travail pour enfin n'avoir entre les mains qu'un texte vague aussi imprécis que l'article de «Midi libre». Dans le dossier, une carte manquait, jamais nous n'avons pu la voir.

A nos questions précises, pas de réponse. Encore dernièrement, des habitants et de futurs habitants s'adressèrent à la mairie. Même résultat.

Seuls quelques-uns eurent accès à une maquette tenue au secret. Ils avaient bénéficié *du privilège d'être informés sur leur avenir* !

D'autres locataires reçurent tout à coup *au début de l'été* la visite d'«un monsieur de Montpellier» venant leur annoncer qu'une partie de leur appartement avait été supprimé. Les travaux commenceraient en *octobre* !

S'il fut difficile d'être informé à l'avance sur les travaux concernant l'immeuble où on réside, il est toujours impossible de connaître l'ensemble des travaux qui seront entrepris dans notre quartier.

La municipalité de gauche se trahit

La municipalité et ceux qui la soutiennent (le PCF) comptent duper les travailleurs jusqu'aux jours de l'achèvement des travaux lorsque les changements seront devenus irréversibles. Avec tout ça, *je fus particulièrement surpris* fin juillet en lisant une feuille du Parti socilaiste rédigée par la section de Pézénas.

En première page, un article de Béne intitulé «Informer» et qui est destiné à lancer le journal sur le thème «L'information est nécessaire» «Les Français sont mal informés, la conclusion est «Etre informé, c'est être libre.»

Mais dans tout cet article, comme dans toute la feuille du PS rien sur la restauration du vieux Pézénas. Notre maire soi-disant socialiste préfère parler en long et en large de l'information pour ne pas nous informer.

C'est pour eux le même tour de force que de parler sans cesse de socialisme pour mieux faire passer aux travailleurs la pilule du capitalisme.

Mais cette stratégie de la bourgeoisie de gauche commence à faire long feu.

Titres et intertitres sont de la rédaction (HR).

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30226-72 – La Source

3000 mauriciens sans papiers à Paris

Une nouvelle affaire de trafic de main d'œuvre

L'inquiétude est grande parmi les deux à trois mille Mauriciens «sans papier» de France. A la suite de promesses 700 d'entre eux ont fait une demande de «régularisation» en donnant leur nom et leur adresse. Hors il y a deux semaines 15 Mauriciens «sans papiers» ont été expulsés !

Les trafics de main d'œuvre clandestin sont bien connus des autorités. Ils ont longuement été expérimentés vis à vis des Africains, des Portugais, des Nord-Africains etc. Pour mieux se dissimuler c'est à d'autres nationalités moins connues et moins expérimentées que les patrons s'attaquent : Pakistanais, Turcs, Mauriciens... Ceux-ci ont des conditions de vie scandaleuses qui ne doivent pas être tolérées. Ils sont souvent employés dans des ateliers de confection où ils travaillent plus de 10 heures par jour pour un salaire de misère bien inférieur au Smic, sans sortir ni pour manger ni pour dormir. Quant à la sécurité sociale... dans ces conditions inutiles d'en parler !

C'est souvent un «compatriote» qui devient le sous-traitant clandestin d'un patron et s'arrange pour faire venir par des filières «clandestines» des esclaves qui seront pieds et poings liés à la surexploitation. Dans la dernière affaire découverte par la police en juin 1976 le dénommé Sookun a ainsi fait venir via Bruxelles de nombreux travailleurs qu'il exploitait pour le compte de Berval patron d'une maison de gros ; les jeans fabriqués leur étaient payés 4 F pièce et revendus 10 à 20 fois ce prix : profits juteux !

La grande bourgeoisie monopoliste a décidé de limiter ces trafics pour mieux «rationaliser» son système de production au détriment des petites boites.

Mais aux dépens de qui ? Est-ce Berval le marchand de gros qui est inculpé, incarcéré ? Non pas du tout ; il n'est pas inquiété alors que les travailleurs risquent d'être expulsés. Et l'État refuse jusqu'à présent de leur fournir les papiers qui leur permettraient de se soustraire à pareille surexploitation.

Mais les travailleurs mauriciens sont décidés à ne pas se laisser faire !

Ils préparent un grand rassemblement de protestation, le 21 novembre à partir de 16 H à l'église Sainte-Odile, porte de Champerret.

VIENT DE PARAITRE

«La lutte en Chine contre le vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes.»

Cette nouvelle brochure parue aux Editions du Centenaire rassemble plusieurs textes, dont certains sont inédits, du mouvement de critique contre Teng Siao-ping et le déviationnisme de droite. (3 F)

Distribué par E 100
24, rue Philippe de Girard

Les affiches «Ni plan Barre, ni Programme commun» sont encore disponibles.

culturel

Pour mieux connaître ce qui se passe en Chine

La lutte autour du film «Les pionniers»

par les studios de cinéma de Tchang-Tchouen

Face aux évènements qui se déroulent maintenant depuis plus d'un mois en Chine populaire, beaucoup de personnes demandent des informations concrètes pour avoir une compréhension meilleure et plus approfondie. Petit à petit, le mouvement de critiques de ceux qui sont appelés «labande des quatre», Kiang Tsing, Wang Hong-wen, Yao Wen-yuan et tchang Tchouen-chiao, semble prendre forme et s'approfondir : nous publions aujourd'huj la traduction d'un article paru dans le *Quotidien du peuple.*

Cet article, à propos d'un film «les pionners», a été écrit par les studios cinématographiques de tchang–Tchouen (producteurs du film). Il nous a semblé intéressant par les éléments concréts qu'il apporte pour mieux connaitre ce qui se passe en Chine. Les intertitres sont de l'«Humanité rouge».

A la lumière de la ligne révolutionnaire du président Mao et selon une directive du premier ministre Chou En-laï, soutenus par le Comité du parti pour l'exploitation pétrolière de Taking, les ouvriers du pétrole, les techniciens, les cadres, de l'industrie pétrolière et le département interessé de l'Armée populaire de libération de Chine, nos studios ont tourné un film en couleur «les pionners».

C'est un film à la gloire du drapeau rouge de Taking que Mao Tsé-toung avait déployé lui-même, un film riche d'images de nos héros du front pétrolier, un film raffermissant la volonté du peuple chinois et rabattant l'arrogance de l'impérialisme, du révisionnisme et de la réaction. Il avait reçu un accueil chaleureux des ouvriers, des paysans et des soldats. Mais il avait touché au vif la bourgeoisie et la clique des quatre : Wang Hong-wen, tchang Tchouen-kiao, Kiang tsing et Yao Wen-yuan.

L'attitude de Kiang Tsing face au film

Kiang Tsing, cette arriviste, surgit alors pour lancer une campagne d'«encerclement» contre-révolutionnaire contre ce film. Le film tourné, elle refusa de le voir ; durant la 4e Assemblée populaire nationale, les masses demandèrent qu'on le passe, mais elle interdit sa projection. Au soir du 11 février 1975 (fête du printemps), ce film fut projeté dans toutes les salles du pays pour célébrer la grande victoire de la 4e Assemblée populaire.

Il eut de profondes répercussions sur le public. C'est alors que Kiang Tsing voulut voir «les pionners». Le tiers du film était à peine projeté qu'elle s'emportait, criant: «Ce film a de graves défauts», et demandait, menaçante :«De qui ce film rehausse-t-il le prestige ?», faisant allusion au premier ministre Chou En-laï, aux camarades fidèles à la ligne révolutionnaire du président Mao et attaquant cette ligne révolutionnaire.

Pour accuser le film, Kiang Tsing et d'autres inventèrent dix crimes : le film «présentait Liou Chao-chi et Po Yi-po sous de belles couleurs», il «chantait la gloire d'hommes vivants», «entrainant sans fin des conséquences fâcheuses», etc, clamant que « si l'on produisait encore de pareils films, le révisionnisme apparaitrait»...

Ils ordonnèrent d'arrêter le «développement et le tirage du film et sa diffusion vers l'étranger». Ils désignèrent leurs valets pour écrire les articles de «critique» et forcèrent le département intéressé de la province, les studios cinématographiques, le groupe de prise de vues ainsi que les metteurs en scène à faire «leur autocritique» sans même épargner l'exploitation pétrolifère de Taking ainsi que les unités qui avaient collaboré au film.

L'«autocritique» devait être placée sous la surveillance de personnes qu'ils envoyèrent à Tchantchouen. On fut même appelé à venir à Pékin pour faire «son mea culpa» sous leur surveillance directe. Ils envoyèrent des gens se démener un peu partout pour débusquer «celui qui tirait les ficelles», en prétendant mettre en lumière «l'enchainement» de la production du film sans craindre d'impliquer « qui que ce soit»... Ils inventèrent des mensonges et créèrent des incidents pour diviser le Comité central du Parti ayant à la tête le président Mao et abattre ce grand drapeau rouge qu'il avait hissé lui-même : l'exploitation pétrolifère de Taking.

Une remarque de Mao Tsé-toung sur le film

Les activités criminelles de la bande des quatre, le président Mao, notre grand dirigeant et grand éducateur, les avait éventées à temps. Le 25 juillet 1975, il avait écrit de sa main cette observation en marge du scénario des «Pionniers» : *«Ce film ne comporte pas de graves défauts. Je propose qu'on en autorise la distribution. On ne peut pas le condamner en exigeant la perfection absolue. Et puis, dresser contre lui un réquisitoire en dix points, c'est vraiment excessif. Cela n'est pas favorable à un rajustement de la politique du parti en matière de littérature et d'art».* Cette observation apportait en même temps un soutien des plus propices, des plus puissants et des plus précieux, alors que nous nous trouvions à un moment extrêmement difficile. A la critique sévère du président Mao, la bande des quatre s'opposa frénétiquement, sans l'ombre d'un repentir. Elle continua de plus belle à saper sa ligne et sa politique en matière de littérature et d'art. En faisant pression sur nous, ces quatre dirigeaient en fait le fer de lance contre le président Mao. Ils se refusèrent non seulement à retirer le réquisitoire en dix points qu'ils avaient dressé contre les «Pionniers», réquisitoire critiqué par le président Mao, mais encore ils nous ordonnèrent de dissoudre l'équipe de tournage du film, au moment même où nous étudiions l'importante observation du président Mao et où nous nous apprêtions à la faire passer dans les faits. De plus, des «gens» de la bande furent dépêchés aux studios pour surveiller le travail et rassembler des «documents noirs» en vue d'un règlement de comptes.

Le film «Les pionniers» retrace le travail héroique des ouvriers du champ pétrolifére de Taking. Le film a été fait avec eux.

La lutte s'aiguise

L'année dernière, au cours de la conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, Kiang Tsin gagna furtivement cette brigade et, à l'insu du président Mao et du Comité central du parti, convoqua une réunion afin de dénaturer délibérément et d'attaquer cette observation du président Mao. A la mi-septembre 1975, elle alla jusqu'à ordonner aux responsables du Comité du parti de la province du Kirin et du Comité du parti pour les studios cinématographiques de Tchangtchouen d'emmener immédiatement les scénaristes principaux à Tatchai. Au soir du 16 septembre, les camarades étaient à peine descendus du train que Kiang Tsing les abreuva d'injures. Elle insulta Tchang Tien-min, auteur du scénario, disant : «Moi, ta "mère", tu oses dresser un réquisitoire contre moi ! Aujourd'hui, c'est moi qui dois te sermonner !» et d'ajouter, furieuse : «rejeter mes conseils, c'est ne pas agir conformément aux enseignements du parti».

Ils utilisaient en apparence un moyen, et au fond un autre, recourant au double-jeu contre-révolutionnaire de la carotte et du bâton, de la séduction et de l'intimidation, espérant contraindre les auteurs du scénario à écrire au président Mao une nouvelle lettre dont Kiang Tsing avait stipulé le contenu : 1) ils devaient reconnaitre qu'ils avaient donné «un faux renseignement» au président Mao dans la première lettre ; 2) ils devaient lui «proposer» de ne pas distribuer le film à l'étranger ; 3) ils «demandaient» à tourner un autre film sur «les pionniers». La lettre écrite ne devait pas être transmise au président Mao par elle, mais remise directement par eux-mêmes.

En même temps, les quatre de la bande refusaient non seulement de lever leur interdiction d'exporter ce film à l'étranger et de relâcher leur étroit contrôle sur sa projection à l'intérieur du pays, mais encore ils donnaient l'ordre d'empêcher la publication, dans les journaux et les revues, d'articles sur «Les pionniers» y compris de ceux écrits par les studios cinématographiques de Tchangtchouen.

L'année dernirre, le «Jiefangjun wenyi» a passé outre à leur interdiction et publie courageusement dans son numéro d'octobre le scénario du film. Cette publication a déchainé leur haine. En février de cette année, Tchang Tchouen-kiao a fait procéder à une enquête à ce sujet dans le but de créer un incident, pour persécuter de nombreux camarades qui appliquent fermement la ligne révolutionnaire du président Mao. L'équipe de tournage du film «Les pionniers» refusa alors de tourner, sur l'ordre de Kiang Tsing, un nouveau film sur le même sujet qui allait à l'encontre de l'observation du président Mao, et entreprit activement de créer un autre film exaltant sa ligne révolutionnaire et les exploits héroiques accomplis par nos ouvriers pétroliers. C'était mettre le comble à la colère de la «bande des quatre» et de leurs gens qui avaient à maintes reprises donné des ordres pour empêcher de le tourner. Ils poussèrent de hauts cris : «Voilà l'attitude qu'on adopte envers le responsable du Comité central du parti. Peu de temps auparavant, ils avaient envoyé quelqu'un recueillir ou inventer – des pièces à charge accusant les scénaristes de nos studios et d'autres studios intéressés, afin de noyer dans le sang un grand nombre de travailleurs littéraires et artistiques révolutionnaires qui avaient osé lutter contre eux, s'ils avaient réussi à usuper le pouvoir au sein du parti et de l'Etat.

l'Humanité Rouge

reportage

Madagascar : La lutte contre le colonialisme et le neo-colonialisme français (1)

8e CONGRES DU MONIMA

Du 4 au 7 novembre 1976, s'est tenu à Tuléar (au sud-ouest de Madagascar) le 8e Congrès du Monima. C'est dans cette province, la plus pauvre du pays, que le Monima est le plus implanté (les membres et sympathisants constituent près de 3/4 de la population.)

La grande masse des délégués (plusieurs milliers) étaient des paysans pauvres. Certains ont fait 200, 300 et même jusqu'à 500 kms à pied pour se rendre au Congrès.

Ce qui a dominé tout au long du Congrès c'est une volonté de lutte, une détermination inébranlable d'en finir avec l'oppression et la misère causées par les différents impérialismes et notamment l'impérialisme français par ses agents au sein de l'appareil d'État.

Le camarade Claude Lebrun a participé à ce Congrès,en tant que représentant de l'Humanité rouge et a ensuite visité des sections Monima dans la province.

LE PRESIDENT MONJA JAONA RETRACE LES GRANDES ETAPES DE LA LUTTE

Dans son discours prononcé lors de l'ouverture du congrès, le camarade Monja Jaona – président du MONIMA (Madagasikara otronon'ny Malagasy) – a commencé par parler des luttes de libération nationales menées les armes à la main contre les forces impérialistes et leurs valets qui se déroulent partout dans le monde. Il a rappelé les souffrances et les luttes du peuple malgache pendant la longue nuit coloniale et contre le néo-colonialisme français, le grand tapage fait par l'impérialisme français sur la pseudo-indépendance de Madagascar du 26 juin 1960.

Il a parlé des acquis de la lutte et du renversement du régime néo-colonial de Tsiranana, puis de Ramanantsoa. Mais aujourd'hui, sous le gouvernement de Ratsiraka, l'appareil d'État est encore composé à 80 % par des fonctionnaires préparés et formés par le néo-colonialisme pour servir ses intérêts.

Les milliers de congressistes défilent à Tuléar.

Monja Jaona (1er à gauche) pendant son discours d'ouverture.
Au premier plan l'emblème du Monima : drapeau rouge avec au milieu la carte de Madagascar et à l'intérieur une bêche et une sagaie (lance), et à l'extérieur les 18 étoiles représentent les 18 tribus (anciens royaumes)

Monja Jaona a démystifié l'opération réactionnaire que constitue la mise en place d'un parti fantôche – l'AREMA – après la mise en place du gouvernement Ratsiraka. Ce «parti» est constitué par les anciens militants du PSD (Parti de Tsiranana et frère jumeau du Parti socialiste-colonialiste de Mitterrand) que les autorités administratives veulent regrouper pour essayer de former un parti unique à la botte du régime, ce «parti» est qualifié pompeusement – pour la circonstance – d'«avant-garde de la Révolution» !

Parmi les grands axes de son intervention, Monja Jaona a montré que l'organisation qui regroupe véritablement les masses populaires les plus exploitées c'est le MONIMA, dont il fut le fondateur en 1958 (voir article ci-contre). Le MONIMA s'est donné comme objectif l'élimination complète du néo-colonialisme et veut la destruction du système capitaliste et l'instauration du socialisme fondé sur le pouvoir des ouvriers et des larges masses paysannes.

En suivant l'exposé de Monja Jaona, nous rappellerons ici les principales étapes de la lutte du peuple malgache contre le colonialisme.

L'HISTOIRE DU MONIMA

Avant la création du Monima, Monja Jaona fut l'un des fondateurs de l'organisation secrète Jiny, en 1944, qui dirigea l'insurrection de 1947.

Le Monima est créé le 29 juillet 1958, il fixe son siège à Tuléar. Il se fixe comme objectif *«l'indépendance intégrale et immédiate»*. Son influence s'étend rapidement à tout le pays et connait une progression d'environ 50000 membres en 1958 à 385519 (sur une population d'environ 7 millions d'habitants) le 29 octobre 1976.

En septembre 1958, le Monima -avec toutes les forces nationalistes de l'île- appelle à voter «non» à l'intégration de Madagascar dans la communauté française. Le 29 juillet 1959, le Monima sort le 1er numéro de son organe officiel, hebdomadaire, le journal «Tolona» qui veut dire «Combat». Le 1er numéro est saisi, et beaucoup d'autres encore jusqu'à aujourd'hui.

Septembre 1959 : à l'occasion des élections municipales, la liste Monima, conduite par Monja Jaona, obtient une écrasante majorité à Tuléar, malgré les menaces contre les électeurs et les innombrables fraudes de l'administration qui dépassent l'imagination.

26 juin 1960 : la fausse indépendance est proclamée et la clique PSD, complice de l'impérialisme français, s'installe au pouvoir. Le Mouvement national pour l'Indépendance de Madagascar (Monima) devient «Madagasikara Otronon'ny Malagasy» (Madagascar aux Malgaches).

Début 1961, pour des motifs ridicules et sans fondements, le secrétaire général du PSD, alors ministre de l'Intérieur, révoque le maire Monja Jaona.

Jusqu'en 1967, le Monima participera à toutes les élections organisées, non pour remporter des victoires électorales, mais pour pouvoir propager les idées justes et augmenter son influence.

Outre que le Monima soutient tous les peuples en lutte, le 6ème Congrès (18-24 octobre 1967) constitue un tournant capital dans son histoire. Les résolutions proclament que la lutte pour l'indépendance nationale est inséparable de *la lutte des classes* que doivent mener les ouvriers et les paysans pauvres ; le terme de la lutte de libération entreprise est l'instauration d'un régime socialiste, d'une société sans classes. Elles déclarent qu'en règle générale, le Monima ne participera plus aux élections, sauf exception, qui ne sont que des mascarades. Le 7ème Congrès (1968) réaffirmera ces résolutions.

à suivre

Photo du haut, à gauche : lors du soulèvement populaire de 1971 dirigé par le Monima, des milliers de militants sont emprisonnés, torturés, mutilés. 3 000 patriotes sont assassinés, les familles n'ont pas le droit de les enterrer, les cadavres sont dévorés par les chiens (marqué d'une croix sur la photo du bas)

L'assemblée des congressistes.

PENDANT LA LONGUE NUIT COLONIALE

Les colonisateurs français conquirent Madagascar en 1895 : c'est par la force qu'ils réduisirent la nation malgache à l'état de colonie. L'administration française s'établit à Tananarive (la capitale), alors que dans les provinces la guerre de résistance continuait. Les colonialistes mirent plusieurs années pour «venir à bout» de la résistance du peuple dans différentes régions.

Les colonisateurs ont divisé la population en «clans», ils se sont assurés le concours d'une minorité de traitres à qui ils ont donné des fonctions à tous les niveaux : chefs de groupement pour ceux qui surveillaient un village, puis au-dessus des chefs de cantons et des gouvernements «à titre politique», alors qu'ils n'étaient que de minuscules auxiliaires. Pendant que les pères servaient le colonialisme, les fils étaient préparés et instruits par ce dernier pour être de «vrais chefs» !

De 1917 à 1946, c'est la période sombre de l'indigénat. L'indigénat, c'est l'emprisonnement arbitraire de 5 jours sans jugement, ce sont les travaux obligatoires de toutes sortes : impôt de 10 jours par an, travail obligatoire de 1 an sur la concession d'un colon, l'émigration sur de longues distances pour une «engagement obligatoire» de 2 ou 3 ans avec des salaires plus que misérables, c'est aussi la spoliation des terres par les colons, l'emprisonnement et l'exil des patriotes, c'est l'oppression sous toutes ses formes.

Un exemplaire du journal «Tolona» saisi en 1975.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976